

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA CRISE GRECQUE THE GREEK CRISIS

Edited by / Sous la direction de
Panayotis Tsakonas
Stephanos Constantinides

Contributors / Contributions de
Siphis Bouzakis

Jean Catsiapis

Michael Damanakis

Christina Diplari

Christos A. Frangonikolopoulos

George Pagoulatos

Dimitri A. Sotiropoulos

Kimon Valaskakis

Lefkios Zafeiriou

*Andreas Kalvos and Suzan Fortune Ridout
(1793-1857): New Evidence*

Poètes Chypriotes / Cypriot Poets

Livres Reçus/Books Received

Chronologies

Volume 20, No 2, Autumn / Automne 2012

2

La crise grecque

Panayotis Tsakonas*

Stephanos Constantinides**

La déroute de Lehman Brothers en septembre 2008 a ouvert une période de crise pour le système économique mondial, qui se résorbera à une date que personne ne peut prévoir. Il s'agit pratiquement d'un chaos économique, qui n'est pas sans rappeler la dépression de 1929.

Des Etats-Unis la crise a traversé l'Atlantique pour frapper l'Europe. La Grèce a été un des premiers pays européens à avoir été touché avec l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Aujourd'hui la France commence aussi à être atteinte et les différentes agences de notation ont l'oeil rivé sur elle.

Pendant un certain temps la Grèce a été tenue responsable de tous les maux qui frappaient son économie. Il n'y a pas de doute que les gouvernements grecs depuis la chute de la dictature en 1974 ont mis en place une gouvernance corrompue et les partis politiques ont pratiqué un clientélisme extrême. Le fait est que depuis son indépendance du joug ottoman la Grèce n'a pas réussi à créer un Etat moderne capable de mettre en place une administration efficace. A cause de cette faiblesse de l'Etat grec l'évasion fiscale a toujours été et demeure un fléau de l'économie grecque. En effet, ce qui fait la spécificité de la crise grecque par rapport aux autres pays de la zone euro, c'est l'ampleur de ses problèmes structurels et notamment sa difficulté à prélever l'impôt. Néanmoins, nonobstant tous les maux dont l'Etat grec est accablé et l'existence de facteurs propres au pays quant à la crise, on a très tôt constaté que celle-ci n'était pas un phénomène isolé, mais faisait partie d'une crise européenne profonde. La crise grecque marque, en effet, de façon plus globale, le début de la crise de la dette dans la zone euro. Ainsi est apparu l'écart qui sépare le sud européen du nord de ce continent.

En fait la crise grecque se structure à trois niveaux: le premier niveau est celui de la Grèce elle-même et des problèmes spécifiques de cet Etat et de sa société. Le deuxième niveau est celui de l'Europe - en particulier de la zone

* University of the Aegean

** Centre for Hellenic Studies and Research Canada-KEEK

euro - qui n'a pas de cadre institutionnel adéquat pour faire face aux problèmes économiques, l'ayant affecté. La preuve en est que la médecine administrée à la Grèce n'a pas donné jusqu'à maintenant de résultats tangibles. Le troisième niveau de la crise est bien sûr mondial et concerne un capitalisme qui est en déclin dans son propre berceau, l'Europe et l'Occident en général. On constate, en effet, que le centre des activités économiques mondiales se déplace de plus en plus vers l'Asie. Un nouveau capitalisme plus dynamique est en train de s'ériger dans cette partie du monde dont la Chine constitue l'avant-garde. Le fait que la crise est mondiale explique pourquoi la Grèce avec une population de 11 millions d'habitants et un PNB de 300 milliards de dollars – soit 2% du PNB de l'Eurozone - constitue un risque systémique non seulement pour l'Europe mais même pour le système mondial. Ceci montre évidemment l'interdépendance globale de l'économie capitaliste mondiale.

En octobre 2009, malgré le sombre tableau de l'économie grecque, le Mouvement socialiste panhellénique (*PASOK*) a remporté les élections nationales après plus de cinq années de règne de la *Nouvelle démocratie* (*ND*), parti de centre-droit, sur une plate-forme de «dépenses» plutôt que d'«austérité». En mai 2010, face à des déficits énormes, des notations faibles et des taux d'intérêt exorbitants, le gouvernement du *PASOK* a décidé de recourir au mécanisme de sauvetage mis en place par la soi-disant «troïka», à savoir la Commission européenne (CE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI).

Au cours des années suivantes, à savoir de juin 2010 à aujourd'hui, les représentants de ces trois organisations ont visité la Grèce régulièrement et essayé de définir les nouvelles politiques du pays concernant l'impôt, le revenu, les retraites et l'emploi. En outre, la «troïka» surveille l'un des programmes les plus sévères d'austérité jamais appliqués à l'échelle mondiale, auquel la Grèce s'est engagée à travers les soi-disant «Mémorandums», en échange de prêts internationaux considérables fournis sous la forme de plans de sauvetage. Le premier plan a été mis en place en mai 2010 par le gouvernement de Georges Papandréou, le deuxième en février 2012 par le gouvernement de Loukas Papademos composé essentiellement de technocrates et le troisième en octobre 2012, par le gouvernement de coalition tripartite d'Antonis Samaras.

Jamais dans son histoire d'après-guerre, peut-être à l'exception partielle de la décennie qui a suivi la fin de la sanglante guerre civile (1946-49), la dépendance de la Grèce à l'égard d'organismes exogènes n'a semblé aussi évidente. Les conséquences au niveau des indicateurs économiques de la Grèce ont été en effet désastreuses, conduisant ce pays en 2012 à la cinquième

année consécutive de récession. Les énormes réductions de salaires et de retraites appliquées tant dans le secteur public que dans le secteur privé depuis le premier Mémoire ainsi qu'une augmentation de la pression fiscale ont également conduit les Grecs au chômage, à une grande pauvreté, au désespoir et à l'agitation sociale.

Dans ce contexte parler d'eurosepticisme ou de nationalisme comme un trait de la culture grecque est plus qu'exagéré. On trouve en effet les mêmes phénomènes à des degrés divers dans la plupart des pays européens. Il convient d'insister sur les politiques néolibérales, qui ont contribué à aggraver la crise actuelle et ont affecté le tissu social de la Grèce et même de l'Europe.

Ainsi la crise grecque a commencé en octobre 2009 quand l'agence de notation Fitch Ratings a dégradé la note de la dette de la Grèce de A à A-, avec des perspectives négatives. En décembre cette agence de notation a abaissé cette note de A- en BBB+. Ont suivi les autres agences de notation, Standard & Poor's and Moody's, qui ont commencé aussi à abaisser la note de la dette de l'Etat grec. Sous la pression des Européens le gouvernement grec de Georges Papandreou annonce en décembre 2009 un programme de rigueur visant à rétablir les finances publiques grecques. En janvier 2010, ce gouvernement présente les grandes lignes de son plan d'assainissement des finances publiques mais sans parvenir à convaincre les marchés de sa capacité à régler la crise de sa dette.

En mai 2010 la Grèce, face à son énorme déficit et son incapacité à pouvoir emprunter sur les marchés, se résout à s'adresser au mécanisme de sauvetage européen et à accepter la surveillance de la troïka. En fait, les Européens, qui n'étaient pas capables de sauver seuls l'économie grecque, ont accepté la participation du FMI au mécanisme de sauvetage.

Malgré les différents plans de sauvetage et l'austerité imposés depuis au pays et malgré la restructuration de sa dette au printemps 2012, le problème de la Grèce n'a pas été résolu. La dette publique grecque qui représentait, fin 2009, 130% du PIB est passée maintenant à plus de 170%, et devrait représenter 190% l'an prochain, ce qui rend très improbable un retour à l'objectif de 120% fixé pour 2020. C'est pourquoi des responsables du FMI ont à plusieurs reprises estimé en privé et dernièrement en public que les bailleurs de fonds publics de la Grèce devraient renoncer à une partie de leurs créances pour que celle-ci redevienne solvable. Mais l'Allemagne, premier contributeur aux fonds de soutien financier mis en place par la zone euro, rejette pour l'instant cette idée en affirmant qu'elle serait contraire au droit européen. En fait Berlin, pour des raisons de politique intérieure ne veut pas prendre une telle décision avant les

élections allemandes de septembre 2013. Cependant le 26 novembre 2012 le FMI et l'Eurogroupe ont décidé d'aider à nouveau la Grèce avec pour objectif que ce pays réduise sa dette publique à 124% de son PIB en 2020.

Le PIB grec a été entretemps réduit de plus de 20%. Plus d'un quart de la population active grecque n'a pas d'emploi. Selon l'enquête d'Eurostat, 27,7% de la population de la Grèce, soit plus de 3 millions de personnes vivent dans la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est la plus importante pauvreté sociale enregistrée dans la zone euro; seule l'Europe de l'Est a des chiffres qui sont pires. En 2013 la Grèce va entrer dans sa sixième année de récession. Et les perspectives pour les années à venir restent sombres.

Quelles sont les causes profondes de la crise économique, qui a éclaté en Grèce en 2010? Sont-elles d'abord économiques, politiques et culturelles ou doit-on se concentrer sur certaines des causes externes, comme la crise économique mondiale, les distortions et les défauts de conception de la zone euro? Plus important encore: on doit se demander s'il y a un moyen de sortir de l'impasse économique, politique, idéologique, psychologique et culturelle actuelle dans laquelle la Grèce est confrontée; ce qui est à la fois souhaitable et réalisable. Les contributeurs à ce numéro spécial tentent de fournir une explication à l'échec de la Grèce à résoudre sa crise, ainsi que de proposer une voie pour «réinventer» la Grèce.

Dimitri Sotiropoulos soutient que la façon dont le système politique de la Grèce a été structuré à compter de 1974 dans la période de l'après dictature (la soi-disant «metapolitefsi») a contribué au déraillement économique du pays à la fin des années 2000. Plus précisément, son article, plutôt convaincant, suggère qu'une série de causes internes de nature structurelle expliquent ce déraillement: à savoir la polarisation de la compétition entre les partis politiques, la vaste politisation de l'administration d'Etat, le pouvoir des puissants intérêts privés, y compris les intérêts des entrepreneurs liés à l'Etat; sans compter l'intervention des syndicats du secteur public, et la culture dominante politique populiste.

En effet, les deux partis qui dominent la vie politique grecque en alternance au pouvoir dans la période 1974-2011, à savoir la *ND* et le *PASOK* ont investi l'administration publique et par des politiques fondées sur le clientélisme visant à la reproduction de leurs bases électorales ont créé un État inefficace et corrompu, pratiquement incapable de concevoir, de gérer et faire le suivi des réformes, principalement liées aux privatisations et à la restructuration du secteur public. Par voie de conséquence, la *ND* et le *PASOK* n'ont toujours pas été en mesure d'orienter l'économie grecque même avant la crise et ont

été principalement responsables des dysfonctionnements de l'appareil d'Etat. Mais ces partis n'ont pas été seuls à agir dans ce jeu de favoritisme et de répartition du butin.

De plus au milieu des années 1970 il y a deux cultures opposées, affirme Sotiropoulos, qui transcendent les partis politiques et les couches sociales. L'une était pro-réformiste, pro-européenne et favorisait la modernisation, l'autre se méfiait de toute réforme, avait un ressentiment à l'encontre de l'Europe et était ouverte aux récits nationalistes et populistes. Fait intéressant, avant même que la crise économique ait eu des répercussions sur les perceptions populaires à l'égard des institutions politiques, les citoyens n'avaient pas confiance dans les principales institutions de la démocratie grecque. La confiance dans le gouvernement et les partis politiques a considérablement diminué entre le printemps de 2003 et celui de 2010, au moment où la crise a éclaté en Grèce.

Ainsi, selon Sotiropoulos, le système de partis, l'administration de l'Etat, le mode de relations entre l'État et les intérêts organisés, et la culture politique dominante ont contribué ensemble à l'incapacité de la Grèce à planifier et programmer son développement économique. Le déraillement économique de la Grèce en 2010 ne devrait être donc guère considéré comme un nouveau développement, étant donné que l'économie grecque était déjà en récession pour la troisième année consécutive alors que le pays avait déjà enregistré des déficits depuis près de dix ans sans interruption. Sans surprise, l'économie grecque devait s'effondrer comme un maillon faible dans la chaîne de l'économie mondiale dès que la crise financière mondiale a éclaté en 2008. En effet, comme Pagoulatos le fait valoir «la crise grecque est le point de rencontre d'une crise de la dette publique intérieure et d'une crise systémique européenne. Deux tempêtes se sont rencontrées au-dessus de la Grèce, et ont créé la tempête parfaite».

En outre, les conséquences politiques et sociales de la crise grecque semblent être aussi d'une importance capitale, soutiennent ces deux auteurs, comme le montrent la propagation de l'agitation sociale, le chômage, la montée de la gauche et de l'extrême droite, la création d'une nouvelle ligne de division de la société grecque et du corps politique, la polarisation entre des camps «pro-» et «anti-mémorandum» et l'intensification du clivage profond dans la société grecque entre les européistes et les nationalistes. On pourrait en effet faire valoir que lors de la crise économique actuelle, les soi-disant partis politiques «anti-mémorandum» en Grèce ont vu et présenté le processus d'eupéanisation comme un type d'«eupéanisation imposée», qui exige des mesures d'austérité

impitoyables avec de dures réformes structurelles des institutions de la Grèce. Cela a provoqué l'euroscpticisme, non seulement parmi le public grec, mais aussi chez la plupart des partis politiques de Grèce. Ainsi, l'identité européenne de la Grèce a commencé à être questionnée par un public furieux; la défaillance grecque et la sortie immédiate du pays de la zone euro ont commencé à apparaître comme une alternative intéressante. Ainsi, au niveau du discours, l'essence même de la participation de la Grèce et de sa contribution dans le projet européen et, par voie de conséquence, la portée et la profondeur de l'europanisation du pays ont été remises en cause.

Malheureusement, l'euroscpticisme en Grèce a été renforcé par les recommandations politiques que l'UE et le FMI ont décidé de mettre en avant à l'époque. Celles-ci ont été suggérées, et dans une certaine mesure imposées par A. Merkel, la Chancelière allemande, qui, a encore délégitimé et dédaigné tout progrès réalisé à ce jour par la Grèce en termes «d'europanisation des politiques», dont la politique étrangère – par exemple – a été influencée par son intégration à l'UE.

On peut à ce stade ajouter à la liste des conséquences négatives la fuite des cerveaux et une émigration des éléments les plus productifs du pays. Les principales destinations sont l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni, Chypre, Israël et la Belgique. La Grèce, comme la plupart des autres pays de l'UE demeure toujours une destination attrayante pour les immigrants pauvres: le plus grand nombre en provenance de pays plus pauvres comme l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine et la Géorgie. Il est probable que la majorité des nouveaux arrivants n'ont pas les compétences pour remplacer les émigrants.

En outre, comme Bouzakis et Diplari le soutiennent, la crise économique grecque a aussi apporté des transformations spectaculaires dans le système éducatif de la Grèce (coupures dans le budget, les salaires et pensions des enseignants, fusions et fermetures d'écoles, réduction du recrutement des enseignants, etc). En outre, la pauvreté, le chômage, la diminution croissante des revenus vont rapidement aggraver les inégalités sociales en matière d'éducation, puisque l'accès aux biens éducatifs deviendra de plus en plus difficile pour les "démunis"; ainsi la déjà inabordable "éducation gratuite" va devenir encore plus coûteuse et inaccessible. Ces auteurs soulignent également que, jusqu'ici, la Grèce occupe la première place pour la fermeture des écoles et les réductions des salaires des enseignants, la seconde pour la diminution du montant des retraites et la quatrième s'agissant de la compression du financement de l'éducation par l'État.

Selon Pagoulatos, le gouvernement actuel, pro-européen, de coalition réformiste (*Nouvelle Démocratie, PASOK et Gauche démocratique*), - rendue possible parce qu'aux élections de juin 2012 la peur de l'euro-sortie a prévalu sur l'opposition aux politiques d'austérité - se rend compte que la politique d'ajustement constitue la dernière chance pour la Grèce de réformer son l'État et son économie. Les efforts de la Grèce sont nécessaires mais non suffisants pour réussir. Finalement, tout dépendra de la volonté de la zone euro à traiter cette crise comme une crise systémique de l'UEM, ce qui nécessite de profondes modifications de son architecture et de l'innovation dans les politiques appliquées. En effet, le grand défi à venir pour la zone euro, affirme Pagoulatos, est à venir avec un plan qui assurera la survie de l'euro, de telle sorte que le mur de séparation en cours de construction entre pays «vertueux» et pays du sud de l'Europe soit démolit avant la destruction même de l'UE.

La contribution de Jean Catsiapis est très révélatrice des diverses perceptions de la crise grecque qui prévalent dans le nord et le sud de l'Europe. Plus précisément, en se référant à des enquêtes réalisées dans différents pays européens, Catsiapis observe que la solidarité envers les Grecs qui souffrent d'une grave crise financière, économique et sociale est relativement élevée chez les peuples du sud de l'Europe et de la France tandis que le public et les médias en Allemagne et dans certains autres pays d'Europe du Nord sont hostiles ou réticents à fournir une aide à Athènes. Toutefois, cette solidarité s'effiloche au fur et à mesure que cette crise se propage progressivement à d'autres pays européens. Catsiapis conclut que la Belgique, l'Espagne et le Royaume-Uni sont traversés par des forces centrifuges. Certaines de leurs provinces, qui bénéficient d'une économie pas trop dégradée inclinent à la sécession pour ne pas être solidaires de ces États en proie à de graves difficultés.

Dans sa contribution, Frangonikolopoulos plaide en faveur d'une diplomatie plus confiante en soi et tournée vers l'extérieur que la Grèce devrait poursuivre au milieu d'une grave crise économique. L'auteur observe que la crise économique grecque et son impact potentiel sur l'avenir de la zone euro ont monopolisé la couverture médiatique dans le monde. La presse internationale a mené une campagne féroce contre la Grèce, qui n'a pas cru encore devoir répondre aux attaques la concernant. Ce pays, toutefois, pourrait s'investir dans un rôle critique que joue la diplomatie publique au niveau de la politique contemporaine mondiale. Cela nécessite donc le passage à une diplomatie publique, qui se concentre sur l'établissement de liens tant culturels qu'éducatifs et met l'accent sur les problèmes mondiaux et régionaux d'importance. Ce qui suppose un encouragement à la communication et au dialogue avec des acteurs

officiels et non-étatiques, en collaboration avec et à travers des groupes internes et externes ainsi qu'avec l'opinion publique. Il convient de rappeler que la Grèce se situe dans une zone géographique complexe et volatile, qui inclut les Balkans, la région de la mer Noire, la Méditerranée et le Moyen-Orient. Une telle stratégie de diplomatie publique fournira à la Grèce non seulement de nouvelles possibilités dans sa coopération avec la Turquie et l'ARYM, Etats avec lesquels elle est en opposition sur certains points, mais lui permettra aussi d'améliorer son influence au sein des organisations internationales. Dès lors de nombreuses opportunités se présenteront pour Athènes dans les affaires du monde bien au-delà de sa situation économique actuelle et de ses capacités limitées de puissance.

Dans la même ligne de raisonnement et se fondant sur l'affirmation partagée par d'autres contributeurs de ce volume que la solution au problème grec devrait être en partie grecque et partiellement européenne, Valaskakis fournit un programme s'inspirant de sept propositions pour «réinventer la Grèce» dans les mois à venir, y compris, entre autres, une «stratégie intelligente pour la Grèce», une Banque centrale européenne avec de nouveaux pouvoirs et une meilleure utilisation de la diaspora grecque.

Michael Damanakis analyse les comportements de l'élite politique relatifs à l'éducation dans la diaspora grecque. Il analyse plus précisément le cas de la dernière législation sur l'enseignement de la langue grecque à l'étranger, qui devint par la suite une loi de l'Etat en novembre 2011. L'objet de sa contribution est double: d'une part, analyser et mettre en évidence la logique politique sous-jacente à cette loi et d'autre part, déterminer dans quelle mesure la crise économique a pu être utilisée comme un argument en faveur de la légitimation des politiques éducatives restrictives.

En conclusion, la crise de la dette publique de la Grèce et d'autres pays de la périphérie européenne risque d'affaiblir l'Union monétaire européenne. La crise grecque devrait être l'occasion pour l'Europe de répondre politiquement à ses propres déficits de croissance structurelle. Au lieu de blâmer continuellement les pays du sud européen, le temps est venu de revoir le fonctionnement des institutions européennes et leurs faiblesses structurelles évidentes. Cela ne signifie pas que les Grecs et les autres pays du sud européen ne doivent pas mettre de l'ordre dans leurs propres maisons.